

PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS  
au 06 novembre 2025

SCRUTIN DU 06 NOVEMBRE 2025

Collège A

Arrêté n° 687/2025/DAJI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	1
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	21
NOMBRE DE VOTANTS :	9
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	42,86%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	3
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	6

QUOTIENT ELECTORAL : 6  
*(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).*

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Alexis Le Quinio	6
Total	6

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL  
*(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)*

Alexis Le Quinio	1,00
Nombre de sièges	
Alexis Le Quinio	1
Total des sièges attribués	1

**2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE**  
*(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)*

nombre de sièges restant à répartir 

0

Alexis Le Quinio 

0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à  
Alexis Le Quinio 

0

**3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES**  
Alexis Le Quinio 

1

**SONT PROCLAMES ELUS :**

LISTES (1 SIEGE)
M. LE QUINIO Alexis

Fait à Limoges, le 07 novembre 2025  
Le Président de l'Université

Vincent Jolivet

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours
1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).
2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.